Education Cannot Wait[1]

Protéger les enfants et le droit des jeunes à une éducation de qualité dans les situations d'urgence humanitaire et de conflit

Date et heure : Jeudi 26 juin 2014, 10.50 h – 12.00 h
Lieu : Auditorium, The Egg, Bruxelles (Conférence pour les annonces de contributions du Partenariat mondial pour l'éducation)

Partout dans le monde, l'éducation est menacée par des conflits, des catastrophes naturelles et des attentats qui mettent en danger l'avenir des enfants et le développement des pays

Nigéria, République centrafricaine, Syrie, Liban, Jordanie, Iraq, Soudan du Sud, République démocratique du Congo, Pakistan, Niger, Philippines, Somalie, Afghanistan, Mali, Soudan, Yémen…

La liste est longue des pays où, en raison de crises graves et diverses, le déni du droit à l'éducation exige une attention immédiate.

Parmi les pays touchés par un conflit, aucun n'a atteint un seul des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les crises compromettent le progrès social et économique d'un pays ; elles anéantissent les investissements fondamentaux réalisés en faveur des systèmes éducatifs des pays les plus pauvres et coûtent plusieurs millions en termes de reconstruction et de redressement. On relève trop rarement qu'elles ont également pour effet de balayer les opportunités, les espoirs et les ambitions de générations d'enfants et de jeunes, sachant que la durée moyenne d'un conflit interne est estimée à sept ans.

Des millions d'enfants dans le monde sont confrontés à la précarité, à des conflits, des catastrophes naturelles, des crises humanitaires complexes et des dissensions internes. Plus de la moitié des enfants non scolarisés vivent dans des pays où sévissent la guerre et la violence. Par ailleurs, 100 millions d'enfants et de jeunes gens pâtissent chaque année de catastrophes et d'aléas naturels. Enfin, selon l'Organisation internationale du travail, il existe 17 pays dans le monde où des dizaines de milliers de filles et de garçons sont enrôlés dans des conflits armés. La plupart n'ont pas eu la chance d'aller à l'école ou en ont été retirés.

Ces enfants quittent leur pays ou sont déplacés de manière permanente, sans garantie de scolarisation lorsqu'ils parviennent enfin à une destination plus sûre. Plus d'un tiers des enfants réfugiés dans le monde ne bénéficient toujours pas d'une éducation primaire, et trois quarts d'entre eux n'ont pas accès à une éducation secondaire. Plus d'un tiers des pays accueillant des réfugiés ne reconnaissent pas leur droit à l'éducation.

Dans 70 pays du monde, des élèves et des enseignants ont été assassinés, mutilés, violés et enlevés à dessein, tandis que leurs écoles et leurs universités étaient incendiées, bombardées et détruites, utilisés à des fins militaires, ce qui les rend une cible d'attaques. Attenter à l'éducation, c'est mettre en danger des vies, provoquer des destructions considérables et instiller la crainte d'aller à l'école parmi les élèves et les enseignants.

Les interventions en faveur de l'éducation viennent en aide aux enfants tout au long du processus de redressement d'un pays, lors de la mise en œuvre des stratégies de développement mais aussi dans le cadre des efforts de prévention destinés à atténuer l'incidence de crises futures. Il est indispensable

[1] *L'Éducation ne peut attendre*

de veiller à l'ininterruption des services éducatifs si l'on veut préserver les progrès importants réalisés par les enfants et les adolescents scolarisés, les enseignants et les systèmes éducatifs.

En dépit de l'ampleur des défis en jeu et des bienfaits qu'apportent le maintien et la poursuite de l'éducation indépendamment des circonstances, ce secteur demeure l'un des moins financés dans l'aide humanitaire. Depuis 2010, le financement humanitaire pour l'éducation est en recul et ne représente que 1,9 % des appels humanitaires lancés en 2013, avec un déficit de financement de 229 millions de dollars. Moins de 1 % de l'aide au développement est par ailleurs consacré à la prévention des catastrophes naturelles, aux dispositifs de préparation et à la réduction des risques naturels.

Une volonté mondiale de cesser d'hypothéquer l'avenir des enfants et de garantir la continuité des services éducatifs

En 2010, mue par une volonté sans précédent, la communauté internationale s'est rassemblée afin que les Nations Unies se consacrent au droit à l'éducation en situations d'urgence. Ce mouvement a abouti à l'adoption, par l'Assemblée générale des Nations Unies, d'une résolution sur le droit à l'éducation en situations d'urgence ; ce texte, promu conjointement par le Qatar et la Norvège, entre autres pays leaders, sert désormais de référence en la matière.

En 2012, des responsables mondiaux de premier plan représentant des pays touchés par des crises, des bailleurs de fonds et des agences humanitaires ont approuvé l'appel à l'action émis par l'initiative *Education Cannot Wait*, qui a détaillé des interventions clés autour de trois axes : planifier, protéger et donner la priorité à l'éducation dans les pays en crise. Les États membres de l'ONU se sont par ailleurs engagés à protéger et faire respecter le droit à l'éducation des enfants touchés par un conflit et en situation d'urgence, au travers de l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout du secrétaire général des Nations Unies.

Les responsables mondiaux se sont engagés à :

1. Planifier pour éviter et minimiser l'interruption des services éducatifs en intégrant des dispositifs de préparation et de réaction aux situations d'urgence aux plans et aux budgets nationaux du secteur de l'éducation ;
2. donner la Priorité à l'éducation des enfants lors de situations d'urgence et doter suffisamment l'aide humanitaire destinée aux interventions en faveur de l'éducation ;
3. Protéger les établissements scolaires et universitaires des attaques et mettre un terme à leur occupation à des fins militaires par des forces et des groupes armés lors d'un conflit.

En 2013, la communauté internationale s'est réunie à New York, au siège des Nations Unies, pour exprimer son soutien et préciser ses engagements en faveur des axes privilégiés par l'initiative *l'Éducation ne peut attendre*. À la demande de Gordon Brown, envoyé spécial des Nations unies pour l'éducation dans le monde, tous les membres présents ont été priés de détailler les progrès réalisés six mois après l'Assemblée générale.

500 jours pour agir

En 2014, 500 jours ou presque avant l'échéance de 2015 fixée pour atteindre les OMD, la communauté internationale se réunira à Bruxelles dans le cadre de la deuxième campagne de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation. L'enjeu est d'obtenir des engagements fermes en termes de financement et d'orientation afin de permettre à tous les enfants de recevoir une éducation de qualité. Pour atteindre cet objectif, les responsables mondiaux doivent agir avec plus de détermination encore pour que les enfants et les jeunes touchés par les crises continuent d'être scolarisés et que la continuité des services éducatifs soit assurée en situation de crise et lors des phases de transition politique.

Education Cannot Wait

Les efforts et les engagements collectifs pris à Bruxelles par tous les partenaires de l'initiative *l'Éducation ne peut attendre* détermineront le soutien de la communauté internationale au droit à l'éducation pour tous les garçons et toutes les filles touchés par une crise et en situation d'urgence humanitaire et à ce que ce principe soit appliqué sans délai.

Résultats attendus

- Annonces de nouvelles contributions de pays, de bailleurs de fonds et d'engagements multilatéraux en faveur des priorités de *l'Éducation ne peut attendre*
- Confirmation de contributions accrues des bailleurs des fonds en faveur de l'éducation dans le cadre de l'aide humanitaire et/ou une plus grande priorité accordée aux questions éducatives au sein des politiques d'aide humanitaire (dans le cadre des engagements formulés par les délégations)
- Annonce par les États de leur soutien au Projet de lignes directrices de Lucens pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés
- Un rendez-vous mondial pour faire suite aux annonces et aux engagements pris, sous la houlette de l'envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation dans le monde

Une liste indicative des contributions 2014 à l'initiative *Education Cannot Wait* sera communiquée à l'ensemble des invités et des intervenants, en préparation de cet événement.

Principaux intervenants et invités

Modérateur : Henry Bonsu, Journaliste, Royaume Uni

Principaux intervenants :

SE Ezenwo Nyesom Wike, ministre nigerien de l' Éducation
SE John Gai Yoh, ministre sud-soudanais de l'Éducation
SE Børge Brende, ministre norvégien des Affaires étrangères
Mme. Carol Bellamy, ancien présidente du conseil, Partenariat mondial pour l'éducation
Mme. Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO
M. Jan Egeland, Secrétaire General, Norwegian Refugee Council
Mme. Kristalina Georgieva, commissaire européenne pour la Coopération internationale, l'aide humanitaire et la réaction aux crises

Invités

Les responsables des délégations de pays fragiles et touchés par un conflit, les membres du Partenariat mondial pour l'éducation, les responsables des délégations des pays donateurs, les responsables des agences des Nations Unies, les responsables des ONG et des représentants de la jeunesse.

Format de l'événement

Cette session interactive parallèle sera conduite par un modérateur extérieur qui ponctuera la discussion de courtes déclarations des principaux représentants (qui présenteront à leur tour les trois axes prioritaires de l'initiative Education Cannot Wait: planifier, donner la priorité et protéger l'éducation).

Chaque segment sera suivi d'une discussion, sur la base de questions, à l'initiative du modérateur. Les représentants qui auront fait part de leur volonté de communiquer leur appui financier ou leur

Education Cannot Wait

engagement formel seront conviés par le modérateur à prendre la parole lors de la présentation du segment ou après.

Tous les participants sont invités à prendre des engagements fermes et à se mobiliser afin que les enfants puissent continuer leur scolarité et soient protégés pendant toute la durée d'une crise.

Sponsors

Cet événement est co-organisé par les membres du groupe de travail œuvrant pour l'initiative *Education Cannot Wait*, un réseau inter-agences qui regroupe l'Agence norvégienne pour la coopération au développement (NORAD), l'UNESCO, l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (l'UNESCO-IIEP), l'UNICEF, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), le Global Education Cluster, la Global Coalition to Protect Education from Attack (GCPEA), le réseau international pour l'éducation en situations d'urgence (INEE), A World at School, Norwegian Refugee Council, Save the Children et War Child.